



AGIR AU LIEU D'ÉLIRE !

CAMPAGNE UNITAIRE ANTI-ÉLECTORALE DES LIBERTAIRES

Supplément au Monde libertaire n° 1449

De la grève des électeurs à la grève générale expropriatrice et autogestionnaire

Tous les cinq ans désormais, le grand cirque électoral s'installe dans le pays. Et l'année 2007 nous gâte particulièrement, puisqu'après nous avoir servi deux fois le couvert en avril et en mai afin de changer de chef, en l'occurrence, de président, les citoyens et citoyennes devront répéter leur devoir démocratique en prenant deux fois du rab pour élire leurs représentants à l'hémicycle.

Nom de dieu ! Quatre bulletins dans l'urne en l'espace de quelques semaines, et il se trouve des médisants pour râler que l'on nous confisque notre avis, que l'on nous vole notre souveraineté et nos libertés. Une trentaine d'hommes et

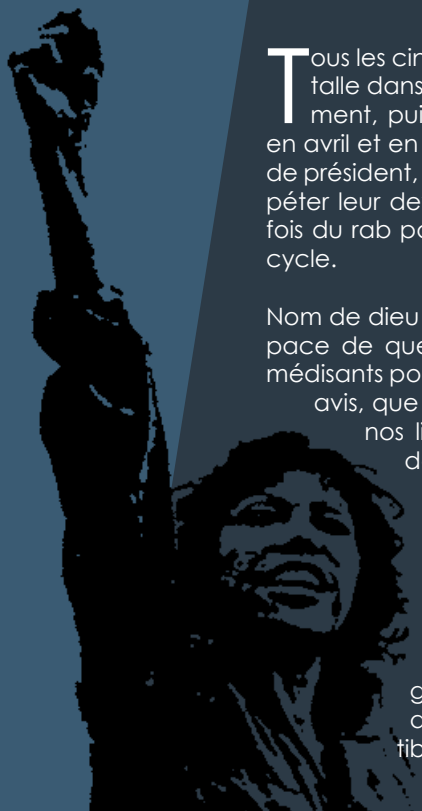
de femmes candidats, du plus raciste au moins sérieux, des fausses têtes de gentils et des vrais gueules de méchants, un suspense insoutenable, des luttes fratricides, des éliminations sans pitié comme à Koh Lanta, et il se trouve encore des mécontents pour affirmer que la démocratie est un spectacle aliénant pour citoyens dociles. Des promesses en pagaille, des programmes en veux-tu en voilà, des lendemains qui chantent et il se trouve toujours des irréductibles pour affirmer que si les élections pouvaient

changer cette société fondée sur l'exploitation, l'oppression et l'ignorance, elles seraient interdites depuis longtemps.

La classe dominante peut dormir sur ses deux oreilles, c'est bien elle qui pendant des décennies a forgé et affiné le système électoral parlementaire. Celui-ci est construit sur la fiction de la représentativité censée illustrer la "volonté populaire" qui n'est rien d'autre que la volonté des puissants ! Ni partisans de la République, ni de la démocratie parlementaire, les anarchistes se battent au quotidien contre toute logique de délégation de pouvoir et d'abandon de souveraineté individuelle, contre toute forme de pouvoir et de gouvernement, pas pour son illusoire contrôle par les citoyens.



Pour les anarchistes, l'État n'est pas un outil neutre au service d'une politique plus ou moins sociale. Il est l'instrument de domination d'une minorité privilégiée sur l'immense majorité exploitée. Il est ainsi dangereusement illusoire de vouloir s'en emparer par la loi ou par la force pour espérer corriger les bases inégalitaires et hiérarchisées de la société. C'est là l'originalité et la différence fondamentale du courant libertaire avec les tendances autoritaires du socialisme : la social-démocratie et le marxisme-léninisme. La pratique réformiste liée à la participation gouvernementale aboutit systématiquement à une gestion libérale du capitalisme.



AGIR AU LIEU D'ÉLIRE !

La dictature du prolétariat a été incapable d'abolir la société de classes et a couché de monstrueux Etats totalitaires. La lutte pour l'abolition du salariat est indissociable de la destruction du pouvoir étatique, c'est pourquoi les anarchistes refusent la conquête du pouvoir et boycottent les institutions étatiques et le système électoral qui en découle.

Notre abstentionnisme n'est ni une attitude de circonspection, ni une forme d'opportunisme et encore moins de l'irresponsabilité, il découle des principes intangibles de l'anarchisme : le refus de toute délégation de pouvoir et la promotion de l'action directe.

Ils ont voté et puis après ...

Les présidentielles de 2002 qui ont vu le duel escroc contre facho au second tour tourner sans surprise à l'avantage du premier, ont constitué un piège magistral. L'Union sacrée des partis politiques et d'une majorité du mouvement social et syndical pour voter Chirac et " sauver la République " a permis de concentrer dans les mains des représentants de la bourgeoisie un pouvoir exceptionnel dont elle ne s'est pas privé d'user et d'abuser d'autant plus que les législatives qui ont immédiatement suivi ont consacré la dictature du patronat en donnant la majorité absolue à l'UMP. Dès lors, les attaques antisociales se sont multipliées. La violence et le rythme de celles-ci, conjugués à la passivité des organisations syndicales, n'ont pas permis de résister efficacement aux mauvais coups du capital et du gouvernement : retraites, intermittents, sécurité sociale, lois sécuritaires contre les libertés publiques et lois racistes contre les sans-papiers, CNE, CPE ... Ce n'est pas non plus la fausse victoire du " non " au référendum sur le traité de Constitution européenne qui a permis au mouvement social et syndical de se refaire une santé et de mettre un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement, bien au contraire. Les élections comme les référendums, quand ils ne tuent pas dans l'œuf tout développement d'un mouvement social autonome, sont contre-productifs et nocifs pour les luttes sociales.

Les abstentionnistes ont toujours été voués aux gémonies. Quand on ne leur reproche pas d'être de dangereux irresponsables, on les accuse de faire le jeu du patronat et de l'extrême-droite ! Les élections n'ont jamais barré la route au fascisme et très souvent, le vote a légitimé les pires canailles. Hitler et Mussolini sont parvenus au pouvoir par les urnes et c'est la Chambre des députés qui a investi Pétain des pleins pouvoirs. Les anarchistes dénoncent les barricades de bulletins de vote comme totalement illusoire.

Nous considérons comme seul rempart efficace au fascisme, l'action directe pour la conquête d'une réelle égalité économique et sociale ainsi que le combat quotidien contre toutes les formes d'autoritarisme et d'oppression raciste, sexiste, patriarcale...

Les libertaires se battent donc sur le terrain qui est le leur : dans la rue, dans les lycées, les facultés et sur leur lieux de travail, pas dans les urnes, ni sur les bancs du parlement ! Les anarchistes entendent, par le développement des pratiques et des idées libertaires dans le mouvement social et syndical, s'opposer à la logique de délégation de pouvoir et à l'électoralisme. Nous voulons établir une véritable démocratie directe, une démocratie à la base, issue des luttes et fondée sur des mandats impératifs, le contrôle et la révocabilité des mandatés.

Seule la lutte paie !

Le mouvement dit " anti-CPE " du printemps dernier a, une fois de plus, démontré que seule la lutte payait. A la suite des émeutes de banlieues de l'automne 2005, ce mouvement a mis en lumière des modes d'organisation, basés sur des assemblées générales souveraines et décisionnelles, des occupations et des blocages de l'économie se sont développés. Ils préfigurent les luttes de demain et même une nouvelle façon d'appréhender l'organisation sociale. Par ces recours à des formes d'action directe, les jeunes et les moins jeunes renouent avec les principes et les pratiques de la lutte collective initiés, il y a 100 ans par la Charte d'Amiens, et mis en œuvre, notamment lors des grèves et occupations de 1936.

En ces temps, où l'on veut nous convaincre que la démocratie libérale constitue l'horizon indépassable de l'Humanité... Alors que la gauche, les communistes, l'extrême-gauche intègrent le jeu démocratique et les institutions républicaines qui pérennisent et renforcent la domination capitaliste... A l'heure où le mouvement social et syndical, peinant à (re)trouver le chemin de la résistance et de la contre-offensive, est à (re)construire...

Il importe aux militants révolutionnaires et à leurs organisations de lutter contre toutes les logiques de médiations de classes ainsi que contre les mystifications électorales de toutes sortes qui pourraient détourner les travailleurs de la construction d'un véritable rapport de force et éloigner toute perspective de rupture.

Offrir un point d'appui aux individus conscients, tenir un cap anarchiste et révolutionnaire en cette période complexe et difficile, telle est la tâche que se fixe la campagne unitaire anti-électorale des libertaires dont vous tenez dans les mains le premier travail commun.

Parti, avant-garde, leader ...

Il n'est pas de sauveur suprême : sauvons nous nous-mêmes !



Les libertaires appellent donc à nouveau à l'action directe individuelle et collective, que l'on pourrait résumer par "agir au lieu d'élire", et qui se traduit pratiquement par l'abstention active et révolutionnaire. L'esprit du congrès de St-Imier (1872), événement fondateur de l'anarchisme ouvrier et de l'internationalisme prolétarien reste plus que jamais d'actualité et nous rappelle que "... la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat" et que "... repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire".

PAS PLUS EN 2007 QU'AUPARAVANT, LES ANARCHISTES NE SE RENDRONT AUX URNES !

Julien - Rouen

DÉSERTONS LA MASCARADE ÉLECTORALE, MAIS NE NOUS ABSTENONS PAS DE LUTTER !

Nous refusons la mascarade électorale et la délégation de pouvoir parce que nous savons qu'il est possible d'organiser la société autrement et que la transformation de la société passe par d'autres moyens. La délégation de pouvoir consiste à céder sa voix, son pouvoir de décision à une minorité. A accepter que celle-ci exerce le pouvoir et décide à notre place. Où est le "pouvoir du peuple" dans une telle mascarade ? Le seul "pouvoir" qui nous est alors laissé par les classes dominantes c'est celui de nous taire et d'obéir à des lois qui nous oppriment, et ce, ironie du sort, en notre nom !

A l'opposé, nous pensons que la seule démocratie réelle consiste à la démocratie des égaux, la démocratie directe où les décisions sont prises par l'ensemble des travailleurs et des travailleurs librement associé-e-s. Elle consiste à exproprier les actionnaires et le patronat et à gérer directement l'économie, pour la mettre au service de la collectivité et des besoins réels des travailleuses et travailleurs. A virer les politicien-ne-s et les patrons pour prendre les décisions collectives dans le cadre d'assemblées de quartier et d'entreprises, fédérées entre elles, comme l'ont fait les Espagnols en 36-39 et comme ont essayé de le faire les Argentins lors de la crise de 2001 (plus de 200 usines récupérées et gérées directement par les travailleuses et travailleurs, sans patrons). A pratiquer le mandatement impératif et révocable à tout moment, quand cela est nécessaire. A pratiquer la rotation des mandats. A prendre les décisions collectivement plutôt qu'à confier à une personne le pouvoir de décider à notre place. A garder un contrôle permanent sur les mandats, pour conserver notre pouvoir de décision, et garantir que les mandatés ne dépassent pas les termes de leurs mandats, définis collectivement. Pour cela, il nous faut

LE FUTUR APPARTIENT À LA DEMOCRATIE DIRECTE !

Au sens commun la notion de démocratie est souvent assimilée à la tenue régulière d'élections avec plusieurs candidats au suffrage universel. L'aspiration à plus de justice, d'égalité, de liberté est à la source du sentiment que la démocratie est une nécessité. Oui, mais voilà, les élections ne sont pas si libres qu'on leur en donne l'air et le suffrage n'est pas si universel que ça. Bon nombre de citoyens se posent de sérieuses questions et vont même jusqu'à se détourner des isolements, déçus par l'abîme qu'ils constatent entre la démocratie idéalisée et le spectacle offert par les bateleurs de la politique.

Le phénomène est pris au sérieux par les responsables des appareils politiques qui s'attachent sans relâche à redorer le blason de la machine électorale. Pour mythifier toujours plus la démocratie ils s'acharnent à mystifier l'électeur en lui vendant toujours plus de démocratie. Un des produits très à la mode depuis quelques années est la "démocratie participative" mise en avant par de plus en plus de municipalités soucieuses avant tout de capter et de fidéliser leurs électeurs. A grands renforts de sites web, on présente les forums, conseils et autres comités de quartiers organisés sous la houlette

des conseils municipaux, régionaux ou généraux. Du conseil régional de Poitou-Charente aux comités de quartiers d'Ivry-sur-Seine ou de Dijon il s'agit de faire croire aux citoyens que ce sont eux qui décident. Il n'y a pas besoin de gratter beaucoup pour s'apercevoir qu'on ne fait que les consulter : au bout du compte ce sont toujours les élus qui décident et personne d'autre. Les lycéens de Poitou Charente ne doivent pas se faire d'illusion, Ségolène Royal et ses collègues ne les laisseront pas décider à leur place du budget des lycées et autres équipements collectifs... A Porto Alegre au Brésil, en République Dominicaine, au Venezuela, c'est pareil : les pauvres sont associés à la gestion de leur propre misère et les décisions se prennent ailleurs, dans les palais gouvernementaux ou dans les bureaux des magnats du coin.

Alors démocratie participative ? Disons plutôt démocratie consultative...

La souveraineté du peuple, cette vertu emblématique de la démocratie, est foulée aux pieds par tous les élus qui, une fois qu'ils ont gagné

leur siège, font ce que bon leur semble, tout en prenant soin de convaincre le citoyen qu'il a la chance de vivre sous un régime qui est la forme achevée de la démocratie : il n'y aura jamais mieux, c'est la fin de l'Histoire... Pour bien ancrer cette certitude, on endoctrine le futur citoyen au catéchisme de la République : éducation civique, conseils municipaux des enfants, conseils régionaux et généraux des jeunes. La propagande est servie dès le plus jeune âge.



Un peu d'observation, un peu de sens critique, font vite voir que le pouvoir au quotidien n'est pas dans les mains du peuple. Hors de tout contrôle citoyen, les Etats créent leurs institutions politico-économiques au sein desquelles se prennent les décisions à portée et à conséquences planétaires. L'ONU, l'OMC, l'OPEP, le G7, le G8 battent la mesure pour l'ensemble du globe terrestre sans rendre le moindre compte aux citoyens du monde. Les représentants des démocraties (des plus populaires aux plus libérales) et des dictatures (des plus molles aux plus féroces) s'y retrouvent et y fonctionnent la plupart du temps sans trop de gêne : le pouvoir adoucit les mœurs de ceux qui l'exercent...

Jérôme - Toulouse

reprendre aux dirigeants quels qu'ils soient (patron-ne-s, politicien-ne-s,...) la parole, le contrôle sur nos vies, sur l'économie et l'organisation de la société. Refuser toutes les hiérarchies et travailler à les liquider, pour que le mot "égalité" ait enfin son sens réel. Pour cela, il nous faut nous saisir des luttes sociales, pour reprendre à nos exploités ce qu'ils nous volent : le produit de notre travail et notre pouvoir de décision sur nos vies et sur l'organisation de la société. C'est à travers ces luttes (sur les lieux de travail, le logement,...) au moyen de notre action directe (grève, occupation, boycott, sabotage,...) sans intermédiaires élus ou autoproclamés et aux pratiques d'entraide que nous construisons au quotidien (coopératives, lieux autogérés, comités de voisins,...) que nous créerons les éléments d'une rupture avec l'ordre inégalitaire qui nous est imposé.

En tant qu'anarchistes, nous nous abstenons de voter lors des élections. Parce que nous savons qu'il ne s'agit que de mascarades qui laissent intactes l'essentiel de la domination et de l'oppression dans cette société. Parce que nous savons que la bourgeoisie se contrefout de la couleur politique de ses valets. Ceux-ci ne sont que des pantins qui servent ses intérêts. Seule la méthode change. Parce que nous refusons de déléguer notre pouvoir de décider à des spécialistes, élus ou auto proclamés, qui prétendent tous "mieux" nous représenter, mais qui au fond ne serviront que leur propre intérêt, celui des classes dominantes, d'une minorité au pouvoir.

Le pouvoir et tout ceux qui y aspirent ont beau jeu de présenter les abstentionnistes comme des personnes qui se désintéressent de la politique, des questions qui touchent à la gestion de la société. Pour notre part c'est parce que nous refusons de nous abstenir de donner notre avis, décider, lutter et reprendre le contrôle de nos vies au quotidien que nous nous abstenons lors des mascarades électorales. Les élections ont pour fonction de canaliser la colère sociale issue d'un système fondé sur la domination et la contrainte. Elle servent à légitimer un pouvoir qui nous contraint toutes et tous au nom d'une prétendue "souveraineté populaire". Au nom de celle-ci, les politiciens nous confisquent la parole, mais aussi notre pouvoir de décision.

A l'opposé, nous pensons que c'est au quotidien, dans les rapports de force que nous créons face au pouvoir, que nous posons les jalons d'une transformation révolutionnaire de la société. Chaque fois que nous luttons par nous-même, face aux patrons, à l'Etat ou à n'importe lequel de nos exploités, nous contribuons à créer les conditions d'une transformation révolutionnaire de la société. Chaque fois que nous créons des solidarités avec d'autres exploités-e-s, nous sommes plus fort, parce que ce qui maintient les crapules qui nous gouvernent et nous exploitent au pouvoir, c'est ce qui nous divise : sexisme, racisme, homophobie,... Chaque lutte porte en elle les germes de rupture avec l'ordre établi, dès lors qu'elle est menée par les exploités-e-s de manière autonome,



hors des récupérations et des instrumentalisation politiciennes des aspirant-e-s au pouvoir. Chaque nouvelle rupture ouvre la voie à un pas supplémentaire vers la transformation révolutionnaire de la société, quand nous prenons conscience de notre force collective, quand nous laissons tomber le fatalisme pour lutter ensemble, quand nous ne nous satisfaisons pas de ce que nous obtenons mais que nous nous appuyons sur les victoires partielles obtenues pour en construire d'autres, jusqu'à récupérer totalement ce qu'on nous vole. Le pire cauchemar des crapules qui nous exploitent et nous dominent, c'est que nous sortions de la résignation dans laquelle ils veulent nous enfermer.

Pour cela, il nous faut prendre en main directement nos destins et passer de la participation électorale ou de l'abstention passive à l'abstention active : agir directement et sans attendre ! Seul-e-s face à l'urne ou chez soi, nous perdons. Uni-e-s dans la lutte, en préservant celle-ci loin des appétits politiques, nous nous donnons les moyens de gagner !

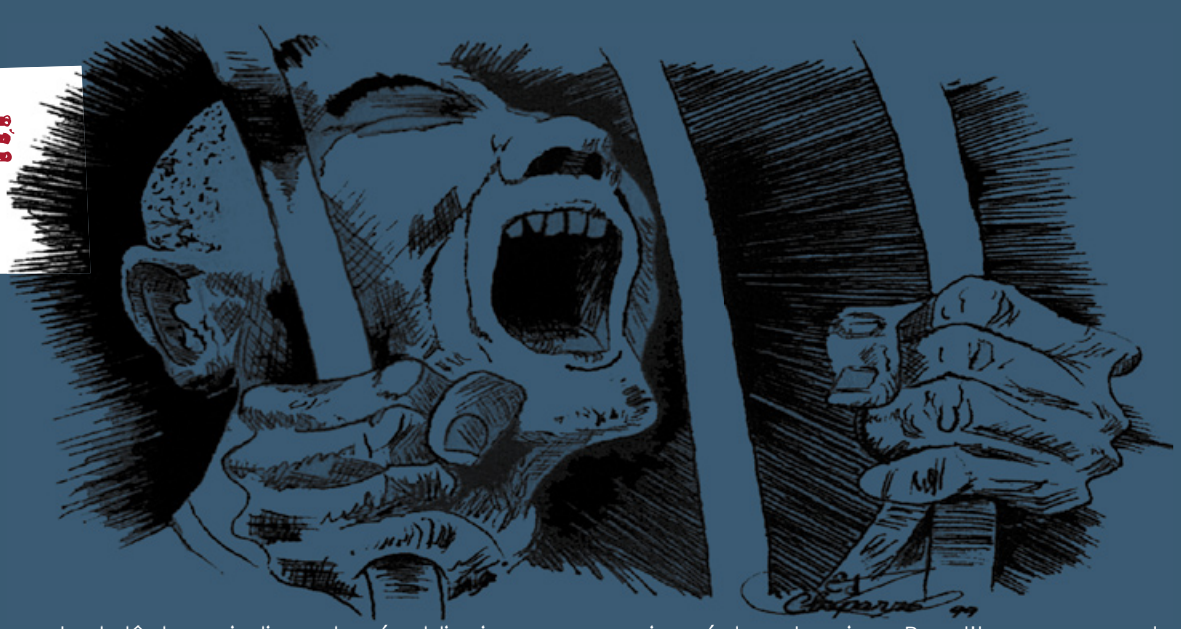
Sam - Seine-Saint-Denis

QUAND LA GAUCHE ESSAYAIT...

1945 : la gauche met au pas la classe ouvrière " La grève, c'est l'arme des trusts. ", dira Maurice Thorez. 1947-1950 : la gauche réprime violemment le mouvement ouvrier, sous la férule de Jules Moch, créateur socialiste des CRS (2000 licenciements punitifs dans les mines en 1948). 1956 : la gauche envoie le contingent " pacifier " l'Algérie. Puis, curieusement, le peuple cesse d'élire la gauche jusqu'en 1981. Date à laquelle l'œuvre de " progrès " reprend : casse de la sidérurgie, des charbonnages, des régions entières sinistrées, chômage de masse, bref, gestion de la crise du capitalisme aux dépens de la classe prolétaire. C'est l'époque aussi des Bernard Tapie et autres " golden boys " affairistes et rentiers, de l'explosion des profits boursiers et immobiliers. Depuis, on ne peut plus vraiment parler de gauche au pouvoir : sa tâche historique accomplie, l'éradication de la classe ouvrière comme force collective, la gauche n'est plus qu'une droite " light ", identique de plus en plus dans le contenu comme dans l'emballage.

On célèbre ces temps-ci deux anniversaires. Celui de la Charte d'Amiens (1906) et celui du Front populaire. Le congrès syndical d'Amiens posa clairement comme principe l'autonomie du mouvement ouvrier et son autosuffisance. Il lui donna comme tâche non seulement d'améliorer les conditions de vie immédiates des travailleurs, mais aussi de transformer radicalement le monde, d'en finir avec la condition ouvrière, avec le salariat et le patronat. Ce programme, il entend le mener à bien grâce aux seules organisations de classe du prolétariat.

Quel recul en trente années ! Le Front populaire de 1936, qui reçoit une adhésion massive des travailleurs, est une coalition électorale regroupant des stalinien pur sucre, des socialistes bon teint et des " radicaux ", centristes mous. C'est entre les mains de ces politiciens interlopes que se remet, tout entier, le mouvement ouvrier. Les quelques améliorations immédiates obtenues le sont par l'action directe et la grève générale. Le



reste : le lâchage indigne des républicains espagnols, la fusillade de Clichy⁽¹⁾.

Et, un siècle après Amiens, la dégringolade a continué jusqu'à la fange actuelle : la classe ouvrière n'existe plus sur le champ parlementaire, plus personne ne désire même la représenter. Elle a tout bonnement disparu - en tant que classe - de la scène politique. Ce dont nous nous réjouissons si c'était pour s'imposer dans la lutte économique et révolutionnaire, mais ce n'est, hélas, pas le cas.

La faute à qui ? Aux politiciens qui, d'illusions en désillusions, de tromperie en coups de poignards dans le dos, l'on conduit à l'apathie et la résignation. Bien sûr. Mais ils n'auraient pas si bien accompli leur œuvre corruptrice si la masse même des travailleurs n'avait pas consenti ou même approuvé. La tentation de la voie facile, du raccourci magique qui épargnera la besogne, et, pour tout dire, le désir frileux que rien ne change, la résignation à rester humble - mais digne ! -, la révérence envers l'ordre établi, l'égoïsme cynique, tout cela existe dans la classe ouvrière autant et plus que le désir de transformation sociale. Mais ce conservatisme, dont la politique électorale est l'expression, n'aboutit qu'à une chose : maintenir en place un système dont nous sommes les soutiers. On pourrait multiplier les exemples de " trahison " - les unes graves, les autres impardonnables - dont se rendirent, et se rendront encore, systématiquement coupables tous les politiciens qui ont prétendu ou prétendent parler en notre nom et agir à notre place. On pourrait étaler en un tapis gigantesque les griefs du peuple contre " ses " dirigeants. On pourrait faire une liste interminable des comptes

qui se régleront un jour. Pour l'heure, une seule conclusion importe : il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de représentation réelle des intérêts des travailleurs dans les institutions de la république capitaliste.

Nous, les anarchistes, nous ne rejetons pas la politique républicaine seulement pour ce qu'elle représente de compromission avec un système qui est notre ennemi. Nous le faisons parce que nous savons, à la fois par l'expérience et par la théorie, que toute participation - minime comme l'inutile insertion d'un bulletin de vote dans une urne, ou plus grave comme d'encourager à voter pour l'un ou l'autre, ou, bien pis, pour nous-mêmes -, nous savons que toute participation donc, encourage la classe ouvrière dans son actuelle résignation.

Nous voulons reconstruire un mouvement ouvrier capable non seulement de gagner des améliorations immédiates, mais porteur aussi de la rupture avec la condition ouvrière, avec le salariat. Un tel mouvement, annonciateur et artisan du futur libre de l'humanité, ne pourra être qu'extraparlémentaire, dégagé des combines ignobles des politiciens. Il deviendrait sans cela bientôt une machine à fabriquer des arrivistes, ce que sont tous les partis politiques. Refusons-leur notre aide, refusons de voter pour eux, qu'ils nous épargnent leurs très douteux services et aillent porter ailleurs leur gros appétit. Nous créerons, pour nous-mêmes, les outils de notre liberté.

Isaac Pierre - Ivry-sur-Seine

1) En mars 1937, la police du Front populaire tire sur une manifestation ouvrière antifasciste. On relèvera 300 blessés, on enterra cinq morts.

CAMPAGNE UNITAIRE ANTI-ÉLECTORALE DES LIBERTAIRES

La campagne unitaire anti-électorale des libertaires regroupe la Fédération Anarchiste (FA), la Coordination des Groupes Anarchistes (CGA) et le Groupe des Anarchistes de Lille et des Environs (GDALE).

Cette campagne est ouverte à toutes les composantes du mouvement libertaire. Si vous souhaitez nous rejoindre, veuillez contacter une des organisations signataires ci-dessous :

- Fédération anarchiste :
relations-externes@federation-anarchiste.org
- Coordination des groupes anarchistes :
secretariat@c-g-a.org
- Groupe des Anarchistes de Lille et des Environs :
lgroupelanarille@no-log.org

Supplément au Monde libertaire n° 1449

Rédaction et administration :
145, rue Amelot - 75011 Paris
Tél. 01 48 05 34 08

Directeur de publication :
Bernard Touchais

Commission paritaire n°0609 C 80740

Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 - 1er trimestre 1977 routage
205 - EDRB - Diffusion NMPP